



**Conseil Economique
et Social**

Distr.
GENERALE

E/CN.4/Sub.2/1991/NGO/28
9 août 1991

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Sous-Commission de la lutte contre
les mesures discriminatoires et
de la protection des minorités
Quarante-troisième session
Point 10 d) de l'ordre du jour

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE ET LES DROITS DE L'HOMME DES DETENUS :
LE DROIT A UN PROCES EQUITABLE

Communication écrite présentée par Human Rights Advocates,
organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif
(catégorie II)

Le Secrétaire général a reçu la communication ci-après, qui est
distribuée en application de la résolution 1296 (XLIV) du Conseil économique
et social.

[8 août 1991]

Procès équitable, respect de la légalité
et "procédures non judiciaires"

DANS QUELS CAS LES GENS SONT-ILS
LE PLUS SOUVENT VICTIMES D'INJUSTICES ?

1. Qu'ils soient puissants ou faibles, riches ou pauvres, grands ou petits, en tout lieu et bien souvent les gouvernements pénalisent les individus et violent les droits de l'homme en ayant recours à une procédure appelée décision administrative. Trop de juristes, malheureusement, ferment les yeux sur les violations flagrantes qui sont ainsi perpétrées.
2. Une explication de ce phénomène est que, dans le monde entier, la plupart des avocats, qu'ils soient au service de gouvernements ou de clients privés, ont appris de leurs professeurs, comme le veut la tradition, qu'il fallait axer leur effort sur la défense devant les tribunaux; d'où que le "jugement administratif" n'attire que relativement peu l'attention.
3. MM. Chernichenko et Treat dans leur excellent rapport, mentionnent brièvement ce fait. Non seulement ils établissent des distinctions entre procès civils et procès pénaux, mais ils font également allusion aux procès non judiciaires. (Voir, par exemple, les par. 70, 79-80, 85, 89, 94, et 100-101 du document E/CN.4/Sub.2/1991/29.)
4. Dans la plupart des pays, infiniment plus de gens sont sérieusement lésés par des décisions administratives que par des décisions judiciaires :
 - a) Les réfugiés. Pour chaque groupe de réfugiés ou de personnes déplacées qui sont à même d'en appeler aux tribunaux, des centaines de milliers d'autres voient décider de leurs droits (et même de leur sort) des fonctionnaires qui ne relèvent pas des instances judiciaires; et les injustices découlant de cet état de fait ne sont que trop souvent notoires;
 - b) Les personnes placées en internement administratif. L'institution qu'est la Sous-Commission est devenue experte dans l'examen des cas de personnes mentalement et physiquement handicapées, soumises à l'esclavage ou au travail forcé, de "disparus", de "suspects", et d'une masse innombrable d'autres, pour qui l'habeas corpus, le recours en amparo ainsi que toute autre forme de recours judiciaire ne sont en fait qu'un pur mirage;
 - c) Les hommes, femmes et enfants qui travaillent. Depuis un siècle ou plus, les différends liés au droit à des conditions de travail décentes, aux droits syndicaux, au droit de manifester ou de faire grève, aux droits aux assurances sociales et au versement d'une pension, et à beaucoup d'autres droits encore, ont été tranchés principalement par des fonctionnaires qui n'étaient pas membres de l'appareil judiciaire;
 - d) Les victimes de persécutions. Le paragraphe 161 de l'ordre du jour annoté (E/CN.4/Sub.2/1991/Add.1) évoque les hommes et les femmes "poursuivis ou persécutés du seul fait de leurs liens ... avec un suspect, un accusé, ou un condamné". C'est aux juges qu'il incombe de poursuivre; mais on doit aux préposés de l'administration d'innombrables formes de persécution;

e) Autres victimes de procès administratifs injustes. La liste en paraît interminable, car il est bien probable que la sphère de compétence des instances non judiciaires ne connaît pas de limites.

QUE PEUT FAIRE LA SOUS-COMMISSION ?

5. Les juristes qui étudient le droit administratif examinent depuis des décennies (et ont contribué à l'apport d'améliorations) toutes sortes de procès administratifs, aussi bien formels qu'informels. Des extraits de textes rédigés à Genève il y a une trentaine d'années, en vue d'une conférence parrainée par la Commission internationale de juristes, pourraient être mis à disposition. Leur étude serait à notre sens aussi utile qu'instructive.
